

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 13/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture)

route de Chalampé

BP 1403

68390 SAUSHEIM

Références : 0006705659_2022_12_13_PEUGEOT-Peinture_SAUSHEIM_VIIC-risque
Code AIOT : 0006705659

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture) implanté route de Chalampé BP 1403 68390 SAUSHEIM. L'inspection a été annoncée le 29/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture)
- route de Chalampé BP 1403 68390 SAUSHEIM
- Code AIOT : 0006705659
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PSA PEUGEOT CITROËN SNC fabrique sur son site de Sausheim des véhicules automobiles. La capacité de production du site de Sausheim est de 1 100 véhicules par jour. Dans le cadre de cette activité, le site possède un atelier peinture visant une cadence de 60 véhicules peints par heure, avec environ 110 salariés, et une production pour l'année 2020 de 51201 véhicules peints.

Le procédé peinture consiste aujourd'hui aux étapes suivantes :

- passage dans un traitement de surface puis une cataphorèse pour les pièces à peindre,
- passage en étuve des caisses,

- application d'étanchéité sur une ligne (étanchéité 1),
- application par pistolets robotisés de bases et vernis (deux lignes laque n°1 et 2),
- passage en étuve des caisses,
- finition/contrôle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	installations gaz naturel, détection	Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 12.3	/	Prescription inadaptée
2	installations gaz naturel, vannes sectionnement internes	Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 12.3	/	Sans objet
3	installations gaz naturel, vannes sectionnement externes	Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 12.3	/	Sans objet
4	Mesures de Maitrise des risques oxydateurs thermiques Peinture	Autre du 24/09/2014, article 1.2	/	Sans objet
5	Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 7.2	Susceptible de suite	Sans objet
6	Arrêt activité	Autre du 07/04/2016	/	Sans objet
7	Arrêt activité	Autre du 07/04/2016	/	Sans objet
8	Arrêt activité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site par l'inspection ont montré l'existence de situations non-conformes (notamment vis-à-vis du confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre, ou l'évacuation de déchets suite à la mise à l'arrêt des installations). L'exploitant a mis en oeuvre rapidement les actions nécessaires en vue de résorber les situations non-conformes constatées. Au jour de rédaction du présent rapport l'inspection considère qu'elle n'a plus d'observation à formuler au vu des constats réalisés, des prescriptions contrôlées et des éléments transmis par l'exploitant.

Il apparaît toutefois qu'une des dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral encadrant actuellement les installations mettant en oeuvre du gaz naturel dans l'atelier peinture doit être modifiée compte tenu de la transmission d'une étude de dangers rédigée postérieurement aux prescriptions contrôlées. Un projet d'arrêté est en cours de rédaction et sera prochainement soumis à l'exploitant et au préfet de département pour avis et signature.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : installations gaz naturel, détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 12.3
Thème(s) : Risques accidentels, Maitrise des risques explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions suivantes sont applicables à compter du 31 décembre 2013, excepté dans le cas où l'actualisation de l'étude de danger prévue à l'article 12 du présent arrêté définirait des mesures de maîtrises des risques différentes[...] Des dispositifs de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doivent être mis en place dans les installations et locaux utilisant un combustible gazeux et exploités sans surveillance permanente. L'emplacement des détecteurs est déterminé en fonction des dangers présentés. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit.
Constats : L'examen du contenu de l'étude de dangers remise par le site postérieurement à l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 et les constats réalisés sur site montrent que les détecteurs n'ont pas été mis en œuvre par l'exploitant sur l'installation Cataphorèse. Cependant comme mentionné par l'alinéa 1 de l'article contrôlé cette possibilité est acceptable compte tenu de la mise en œuvre d'autres dispositifs de sécurité permettant d'atteindre des risques industriels acceptables au sens de la réglementation des ICPE. Le deuxième alinéa de l'article contrôlé apparaît donc à ce jour inadapté, il conviendra dans un prochain arrêté préfectoral de supprimer cette disposition au profit des éléments figurant dans l'étude de dangers des installations et contrôlés par l'inspection dans les points de contrôle ci-après.
Type de suites proposées : Prescription inadaptée
Proposition de suites : Modification de l'arrêté préfectoral du 23/01/2014

N° 2 : installations gaz naturel, vannes sectionnement internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 12.3
Thème(s) : Risques accidentels, Maitrise des risques explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des vannes de sectionnement automatique sont implantées sur chaque ligne d'alimentation gaz et assurent la coupure de l'alimentation de la zone concernée.
Constats : Les constats réalisés sur site et sur schéma de principe de l'installation montrent que l'oxydateur thermique de l'installation cataphorèse est muni de 2 vannes de sectionnement automatiques assurant la coupure de l'alimentation en gaz naturel en cas de défaut sur l'installation (et notamment en cas de défaut de fonctionnement du brûleur).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : installations gaz naturel, vannes sectionnement externes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 12.3
Thème(s) : Risques accidentels, Maitrise des risques explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des systèmes de sectionnement, situés à l'extérieur des locaux dans lesquels sont implantés des installations mettant en œuvre du gaz naturel, doivent permettre d'exclure le risque d'accumulation importante en cas de fuite en déclenchant la fermeture de l'alimentation au niveau du poste de détente le plus proche.

Constats : Il a pu être constaté sur site la présence d'une vanne d'alimentation générale à l'extérieur du bâtiment peinture (SA44), à proximité du poste de détente gaz lié à l'alimentation du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesures de Maitrise des risques oxydateurs thermiques Peinture

Référence réglementaire : Autre du 24/09/2014, article 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, EDD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : explosion incinérateurs/conditionneurs [...] Les brûleurs sont équipés d'un dispositif de détection de défaut de flamme couplant l'arrêt automatique de l'alimentation en gaz de naturel. [...]
Constats : Il a pu être constaté la présence sur site du détecteur de flamme sur le brûleur de l'oxydateur, et les sécurités actives sur les tableaux de contrôle de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. [...]
Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces dispositifs et au confinement du site doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Ils sont accessibles, visibles, leur sens de fonctionnement est clairement indiqué.
Constats : Faisant suite au contrôle sur site du 31/03/2022 et au rapport de l'inspection du 06/07/2022 décrivant les constats réalisés, le contrôle de cette disposition s'est orienté sur le confinement des eaux incendie susceptibles d'être polluées (issues de l'atelier peinture) qui transitent par le réseau eaux pluviales du site, et non par le réseau des eaux industrielles. L'exploitant a été en mesure de présenter un ensemble de procédure décrivant la mise en oeuvre des dispositifs de confinement (PLAN TACTIQUE N°22 POLLUTION DANS LE RESEAU EAU PLUVIALE et les Modes Opératoires n°54 et 55). L'exploitant a également pu transmettre le plan de maintenance préventif des vannes contrôlées et les enregistrements associés en terme de contrôle. L'entretien et les vérifications se font tous les 2 ans. Les constats réalisés lors de la visite de contrôle ont permis de mettre en avant que : <ul style="list-style-type: none"> - le sens d'actionnement est indiqué sur le volant des vannes, un indicateur de position est présent, - la vanne n°656B n'est pas aisément accessible (présence de végétation), - la vanne 656A n'est pas fonctionnelle, - les indicateurs lumineux liés aux coffrets d'actionnement des vannes 656 A/B/C ne sont pas fonctionnels,

<p>- les vannes 656A et B et coffrets associés ne sont pas identifiées sur site.</p> <p>Postérieurement au contrôle l'exploitant a fourni à l'inspection les éléments démontrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que la vanne 656A est fonctionnelle, et les indicateurs lumineux des vannes 656B et C également. Le gyrophare de la vanne 656C ne fonctionne pas, une commande a été passée par l'exploitant, - que les vannes 656A et B et les coffrets d'actionnement associés sont convenablement identifiés sur site est de nouveau accessible, - que la vanne 656B est de nouveau accessible. <p>Au vu de ces éléments et de la prescription contrôlée, l'inspection des installations classées n'a pas de nouvelles observations à formuler.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : arrêt activité

Référence réglementaire : Autre du 07/04/2016
Thème(s) : Risques accidentels, Suppression risque explosion arrêt 2 lignes apprêt poudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : dossier d'information des modifications des conditions d'exploiter l'atelier peinture transmis le 7 avril 2016.</p> <p>Constats : Le contrôle de ces éléments portait sur la vérification de l'effectivité des éléments déclarés par l'exploitant dans son dossier de porter-à-connaissance du 7 avril 2016 mentionnant que l'activité d'application d'apprêt poudre était à l'arrêt du fait de la mise en œuvre d'un nouveau procédé d'application peinture. La suppression de cette activité supprime des risques accidentels liés à l'explosion de nuage de poudre. Les installations étaient composées de stockages, et de 2 tunnels d'application. Il a pu être constaté sur site l'arrêt des lignes d'apprêt poudre. Il persistait cependant la présence de stockages poudre (2 à 3m³ estimé). Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a pu transmettre les éléments justifiant de la bonne élimination de ces déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : arrêt activité

Référence réglementaire : Autre du 07/04/2016
Thème(s) : Risques chroniques, Suppression émissions suite à l'arrêt d'un ensemble d'installations.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : dossier d'information des modifications des conditions d'exploiter l'atelier peinture transmis le 7 avril 2016.</p> <p>Constats : Le contrôle de ces éléments portait sur la vérification de l'effectivité des éléments déclarés par l'exploitant dans son dossier de porter-à-connaissance du 7 avril 2016 mentionnant qu'un ensemble d'activité était à l'arrêt du fait de la mise en œuvre d'un nouveau procédé d'application peinture, et du passage en mono-flux du procédé, la suppression de ces activités supprimant des émissions référencées notamment par l'arrêté du 24 janvier 2014. Il a pu être constaté sur site l'arrêt des lignes d'apprêt poudre, d'une ligne d'étanchéité, des étuves et oxydateurs associés à ces activités, de la cabine marché spéciaux et de l'arrêt d'une ligne d'application laque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Arrêt activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation activité partielle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. Constats : Il y a lieu de considérer que la notification d'arrêt d'activité de la rubrique n°2940-3a a été réalisée au travers du dossier transmis au préfet le 7 avril 2016, analysée par l'inspection des installations classées dans son rapport du 8 juillet 2016 et actée par le préfet dans son courrier du 21 juillet 2016. Les constats réalisés sur site et retranscrits dans les deux points de contrôles précédents montrent qu'il y a lieu de considérer que la mise en sécurité des installations mises à l'arrêt est effective. Considérant qu'aucune libération des terrains n'a eu lieu, il n'y a pas lieu d'appliquer les dispositions des articles R.512-39-2 et 3 du code de l'environnement pour cette cessation partielle d'activité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet